

Mot du professeur Salim Daccache s.j., recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth à la cérémonie de signature de l'accord et du lancement du Projet **Youth 4 Governance**, salle des Conseils au rectorat, le mardi 11 mai 2021 à 15h00.

Monsieur le Président de l'Inspection Centrale et juge Georges Attieh,

Madame Lamia Moubayyed, Conseillère, présidente de l'Institut des Finances Basel Fleihan,

Madame Carole Sharabati,

Mesdames et Messieurs les vices recteurs, les Doyens et Directeurs, chers enseignants et étudiants, Chers Amis,

Je voudrais, en premier, saluer cette utile et citoyenne initiative d'ouvrir la porte à des jeunes étudiants de l'Université pour faire un stage rémunéré de quelques semaines au sein de l'Administration publique libanaise. Que mes premiers mots soient ceux d'un sincère remerciement adressé aux personnes qui ont élaboré l'idée, à commencer par Mmes Lamia Moubayyed et Carole al Sharabati, ainsi que leurs équipes respectives, les soutiens de ce projet Siren associés, sans oublier le vice-recteur Toufic Rizk qui a accompagné, du côté de l'Université, la naissance académique de cette œuvre qui, je l'espère, deviendra un chef d'œuvre et les doyens et directeurs dont les facultés et les instituts sont porteurs de cette insertion étudiante dans le secteur public.

Je voudrais rappeler, à cette occasion, l'une des intuitions fondamentales qui ont servi de socle à la mission de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth durant la première décennie du vingtième siècle. Cette intuition disait simplement avec la création des facultés dites civiles comme le Droit, l'Ingénierie, la médecine et la pharmacie, ainsi que la faculté orientale, que la formation universitaire et la diplomation des jeunes étudiants avaient pour objectif de structurer la société, mais surtout les assises de l'État libanais qui se profilait à l'horizon. Cette intuition devenait une réalité institutionnelle

après la première guerre mondiale puisqu'en plus du diplôme français et libanais de droit, un institut de sciences politiques fut érigé afin de délivrer un diplôme de sciences politiques et administratives jusqu'au point où un institut d'administration publique fut fondé afin d'appuyer l'État libanais et ses services publics d'une série de commis de l'État dont la devise était de se consacrer au service de l'État et de ses citoyens. Pour longtemps, les serviteurs de l'État, formés à l'école de la compétence, de l'impartialité et de l'anticorruption, marquaient le secteur public de leur empreinte et leur juste jugement et parole.

En créant à l'Université l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance, il y a juste 6 ans, avec Mme le professeur Fadia Kiwan, continué aujourd'hui par le professeur Pascal Monin, nous avons voulu, à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, dire et rappeler fortement à nous-mêmes cette intuition première et confirmer que nous demeurons au service de l'État et de son administration publique car l'une des missions de l'Université de nos jours est d'être un acteur et un moteur de développement à tous points de vue tel que prévoit la charte de l'Université et son plan stratégique pour les années 2018-2025. L'une des constantes de ce plan inspiré de la Charte est de confirmer que notre université est d'utilité publique, donc ayant une vision nationale mettant les intérêts de l'ensemble des citoyens et ceux de l'État avant toute recherche de satisfaction particulière.

Ce n'est point une chose exceptionnelle pour nous que d'avoir accepté cette initiative de 20 stages pour 20 jeunes dans l'administration publique, sinon un vœu exaucé de renouer, en tant qu'Université, avec le service public à travers ses étudiants qui, jusqu'aujourd'hui, accueille beaucoup de compétences venant de l'USJ. Je ne voudrais pas répéter les objectifs de cette initiative, mais je dirais que ce rapprochement de l'administration publique constitue un acte de foi dans l'avenir de notre pays et un acte citoyen que de connaître, mais surtout se préparer pour être au service de l'État. Qu'est-ce que l'État sinon ces citoyens zélés, amoureux de leur pays, contribuant à son relèvement et son salut et expression de la volonté de l'élite de transformer

les structures dans un monde où les sciences du management moderne et du numérique ont modifié les relations entre les services de l'État et le citoyen.

Aujourd'hui, en relevant le défi de choisir des étudiants de l'Université afin de faire connaissance avec les rouages de l'État et du secteur public dans ses différentes formes, nous voulons manifester notre désir de dire, surtout dans les temps actuels de déliquescence de l'État, que ce secteur public attend les jeunes compétences et les bonnes consciences qui ne cherchent que l'intérêt commun pour le relèvement et pour peser dans la conduite des réformes nécessaires pour que l'État soit viable. En cela, nous faisons nôtre la devise de SIREN qui cherche à conduire l'innovation et la transformation au sein du secteur public dans ses limites les plus nobles car le but d'être au sain service de nos sociétés libres, sinon au service de chaque citoyen sans regarder sa religion, son madhab, sa couleur ou sa région.

En réitérant mes remerciements aux porteurs de ce projet pionnier, de mise en contact réel du jeune libanais avec l'administration publique de son pays, c'est une page lumineuse qui s'ouvre dans des temps où nous ne parlons que de catastrophe et d'obscurité. C'est une manière bien forte d'espérer et de renouveler notre acte de foi -en ce Liban qui, plus que jamais, a besoin des meilleurs de ses citoyens !